



## PREFECTURE DU RHONE

DIRECTION DE LA CITOYENNETÉ  
ET DE L'ENVIRONNEMENT

Lyon, le 23 NOV. 2009

Sous-Direction de l'Environnement

Bureau de l'environnement industriel

Affaire suivie par Ghislaine BENSEMHOUN

☎ : 04 72 61 61 51

✉ : ghislaine.bensemhoun@rhone.pref.gouv.fr

### ARRETE

**imposant des prescriptions complémentaires  
à la société NEXANS  
29, rue Pré Gaudry à LYON 7<sup>ème</sup>**

*Le Préfet de la zone de défense Sud-Est  
Préfet de la région Rhône-Alpes  
Préfet du Rhône  
Chevalier de la Légion d'Honneur*

VU le code de l'environnement, notamment les articles L 512-3 et R 512-31 ;

VU l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté préfectoral n° 94.861 du 28 août 1994 portant approbation du plan régional de valorisation et d'élimination des déchets industriels spéciaux en Rhône-Alpes ;

VU l'arrêté préfectoral n° 96.652 du 20 décembre 1996 portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Rhône-Méditerranée-Corse ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2003-2318 du 3 décembre 2003 portant approbation de la révision du plan de gestion des déchets ménagers et assimilés dans le département du Rhône ;

VU l'arrêté interpréfectoral n° 2008-2834 du 30 juin 2008 portant approbation du plan de protection de l'atmosphère de l'agglomération lyonnaise ;

VU l'arrêté préfectoral du 14 décembre 2007 modifié régissant le fonctionnement des activités exercées par la société NEXANS dans son établissement situé 29, rue Pré Gaudry à LYON 7<sup>ème</sup> ;  
../..

VU la déclaration en date du 25 juillet 2008, complétée le 19 mars 2009, par laquelle la société NEXANS fait part de la mise à l'arrêt définitif de certaines des activités de son établissement de LYON 7<sup>ème</sup>, situées notamment sur la partie Sud du tènement sis le long de l'avenue Jean Jaurès, et le dossier annexé portant sur la réhabilitation du site en fonction de son usage futur ;

VU les avis en date des 3 décembre 2008 et 2 avril 2009 du directeur départemental des affaires sanitaires et sociales du Rhône,

VU le rapport en date du 24 septembre 2009 de l'inspecteur des installations classées de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Rhône-Alpes;

VU l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques exprimé dans sa séance du 22 octobre 2009 ;

CONSIDERANT que les études conduites sur la partie Sud du tènement sis le long de l'avenue Jean Jaurès du site de LYON 7<sup>ème</sup> de la société NEXANS ont montré :

- pour les sols, une contamination aux hydrocarbures totaux (HCT) observés dans les couches superficielles et dans la zone des anciennes fosses et des activités de stockage,
- pour les eaux souterraines, la présence de solvants chlorés liés à la qualité moyenne du bruit de fond de la nappe dans le secteur de Gerland ;

CONSIDERANT que ce site peut présenter des risques pour l'environnement et la santé publique ;

CONSIDERANT, en outre, qu'il est prévu de réaliser sur ce site des bâtiments à usage de bureaux, d'enseignements supérieurs et de centres d'apprentissage ;

CONSIDERANT, dans ces conditions, qu'il apparaît nécessaire, afin de préserver les intérêts visés à l'article L 511-1 du code de l'environnement, de fixer :

- des restrictions d'usage du sol (interdiction de locaux de formation pour enfants de moins de 14 ans, de logements) et de l'eau (usage uniquement industriel),
- les modalités de surveillance de la nappe pendant la période des travaux et pendant les six mois suivants afin de vérifier qu'il n'y a pas aggravation du bruit de fond dans cette zone,
- les modalités de réalisation des travaux de dépollution et de recollement par rapport aux hypothèses de l'évaluation quantifiée du risque pour la santé réalisée pour le site ;

CONSIDERANT, dans ces conditions, que, dans le cadre de la réhabilitation du site, il y a lieu d'imposer à la société NEXANS les mesures suivantes :

- une surveillance mensuelle de la qualité des eaux souterraines durant les travaux et deux analyses trimestrielles après la fin des travaux,

../..

- les modalités de réalisation des travaux de dépollution et les objectifs à respecter,
- la réalisation d'un dossier comportant les éléments d'appréciation nécessaires à l'institution de servitudes ;

CONSIDERANT dès lors qu'il convient de faire application des dispositions de l'article R 512-31 du code de l'environnement ;

SUR la proposition du secrétaire général de la préfecture ;

## **ARRÊTE :**

### **ARTICLE 1er - Objet**

**1.1** - Il est accusé réception du dossier transmis le 25 juillet 2008, complété le 19 mars 2009, par la société **NEXANS**, constituant un mémoire préliminaire des démarches engagées et prévues en vue de la réhabilitation partielle de la partie Sud du tènement situé le long de l'avenue Jean Jaurès avec la modification des usages du site industriel suite à la cessation partielle d'activité qu'elle exerçait au 170, avenue Jean Jaurès à Lyon 7<sup>ème</sup>.

**1.2** - Les démarches et travaux de réhabilitation de l'ensemble du site seront poursuivis conformément aux dispositions décrites dans le dossier précité, sous réserve du respect des prescriptions ci après.

### **ARTICLE 2 – Surveillance des eaux souterraines**

L'exploitant est tenu de surveiller la qualité des eaux souterraines situées au droit ou à proximité de son site, conformément aux dispositions du présent article.

#### **2.1 – Ouvrages de suivi**

Les ouvrages qui feront l'objet de la surveillance des eaux souterraines seront les suivants (déjà présents sur le site) :

- Piézomètre Pz1 (amont du site) ;
- Piézomètres Pz2 et Pz3 (aval du site).

La localisation de ces trois piézomètres est présentée en **annexe 1**.

Si les ouvrages étaient détériorés en phase travaux, ils seraient remplacés selon les règles de l'art conformément aux recommandations du fascicule AFNOR -FD-X 31-614 d'octobre 1999.

#### **2.2 - Prélèvement et échantillonnage des eaux souterraines**

Le prélèvement, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau suivent les recommandations du fascicule AFNOR FD-X-31.615 de décembre 2000.

../..



En cas de présence de flottants, leur épaisseur sera mesurée et la phase dissoute ne sera pas analysée, sauf à disposer d'un piézomètre adapté à cette mesure.

### **2.3 - Nature des analyses**

Les paramètres ci-dessous feront l'objet d'analyses :

- Température
- Hydrocarbures totaux
- COHV
- BTEX

Ils seront complétés par toutes les substances éventuellement identifiées en quantité significative dans les sols en phase travaux.

Les analyses seront effectuées selon les normes en vigueur.

### **2.4 - Suivi de la nappe phréatique pendant les travaux**

Les eaux souterraines feront l'objet d'un suivi piézométrique et qualitatif mensuel pendant toute la durée des travaux. Deux campagnes trimestrielles seront également réalisées au-delà des dernières excavations ou remblaiements.

Les paramètres suivis mensuellement comprendront à minima ceux mentionnés dans le présent arrêté.

Les résultats seront transmis mensuellement à l'inspection des installations classées avec tous commentaires relatifs aux évolutions observées.

L'exploitant informera l'inspection des installations classées dans les meilleurs délais de tout incident susceptible de porter atteinte à la qualité des eaux souterraines, et de tout constat, contrôle ou résultat d'analyse révélant une dégradation ou un impact négatif sur la qualité des eaux souterraines. L'exploitant exposera simultanément les mesures retenues et engagées pour rétablir la qualité des eaux souterraines et pour renforcer la surveillance.

La localisation des piézomètres pourra évoluer notamment aux fins de déterminer l'origine de l'impact mesuré de l'établissement. Si un impact significatif est constaté en aval hydraulique, des piézomètres supplémentaires seront réalisés afin de déterminer l'extension de la pollution. La démarche de « caractérisation de l'état des milieux hors site » pourra être réactualisée en fonction des résultats d'analyse.

## **ARTICLE 3 – Phase des travaux**

### **3.1 - Clôture et gardiennage**

Le site sera clos et gardienné pendant toute la durée des travaux de réhabilitation et jusqu'à l'évacuation de tous les produits dangereux et des matériaux vers des centres d'élimination ou de stockage adaptés.

### **3.2 - Conduite et réalisation des travaux**

Les dispositions nécessaires seront prises pour la conduite et la réalisation des travaux de façon à prévenir sinon limiter les risques de pollution de l'air, des eaux ou des sols, et les nuisances par le bruit et les vibrations.

Ces excavations seront réalisées par zone selon un maillage minimal de 30 m x 30 m ; le maillage sera resserré dans les zones où des anomalies ont été détectées ; toute zone ne respectant pas la dimension minimale spécifiée devra être justifiée en regard de la bonne connaissance de son niveau de pollution.

L'exploitant devra notamment procéder à l'élimination des sources mise en évidence par le diagnostic approfondi et notamment les sources PZ2, SC4 et S27, en plus des zones excavation correspondant à la création des parkings souterrains (zones hachurée vertes de l'annexe 2).

### **3.3 - Accident ou incident**

Tout accident ou incident susceptible de porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'environnement devra être signalé dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées.

### **3.4 - Stockages de matériaux sur site**

Les matériaux entreposés sur le site seront répartis en tas sensiblement homogènes quant à leur origine, ou leur traitement éventuel futur, ou leur destination finale (évacuation en centre de stockage externe, réutilisation en remblais sur site, ...).

Chaque tas sera clairement identifié de façon à prévenir toute erreur dans le devenir des matériaux qui le constituent : traitement, évacuation en centre de stockage extérieur, réutilisation comme remblai sur site notamment.

Le stockage de matériaux sera réalisé de manière à limiter sinon prévenir un apport de pollution aux sols et à la nappe sous-jacents.

Les matériaux les plus pollués et notamment ceux devant être évacués vers un centre de stockage extérieur seront stockés sur une aire étanche ou étanchée pour la durée du stockage ; une protection du lessivage par les eaux pluviales pourra être rendue nécessaire par la présence de certains polluants plus dangereux et plus solubles, notamment s'ils sont destinés à être envoyés en décharge de classe 1 ou en cimenterie.

### **3.5 - Évacuations des matériaux et déchets**

L'exploitant procédera à l'enregistrement de toutes les évacuations de matériaux réalisées, avec pour chacune leur origine sur le site (localisation précise selon un maillage ou dénomination de bâtiment), leurs bons de transport (ou BSD pour les déchets), et leur destination finale.

L'exploitant devra pouvoir justifier de la destination conforme à la réglementation de la destination finale des déchets et matériaux évacués hors site.

2. Un extrait du présent arrêté sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire.
3. Le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins de l'exploitant.
4. Un avis sera inséré par les soins du préfet et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

#### ARTICLE 7 - Recours

Délai et voie de recours (article L 514-6 du code de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif ; le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant à compter de sa notification et de quatre ans pour les tiers à compter de sa publication ou de son affichage.

#### ARTICLE 8 - Exécution

Le secrétaire général de la préfecture et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Rhône-Alpes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- au sénateur-maire de LYON, chargé de l'affichage prescrit à l'article 6 précité,
- au directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
- à l'exploitant.

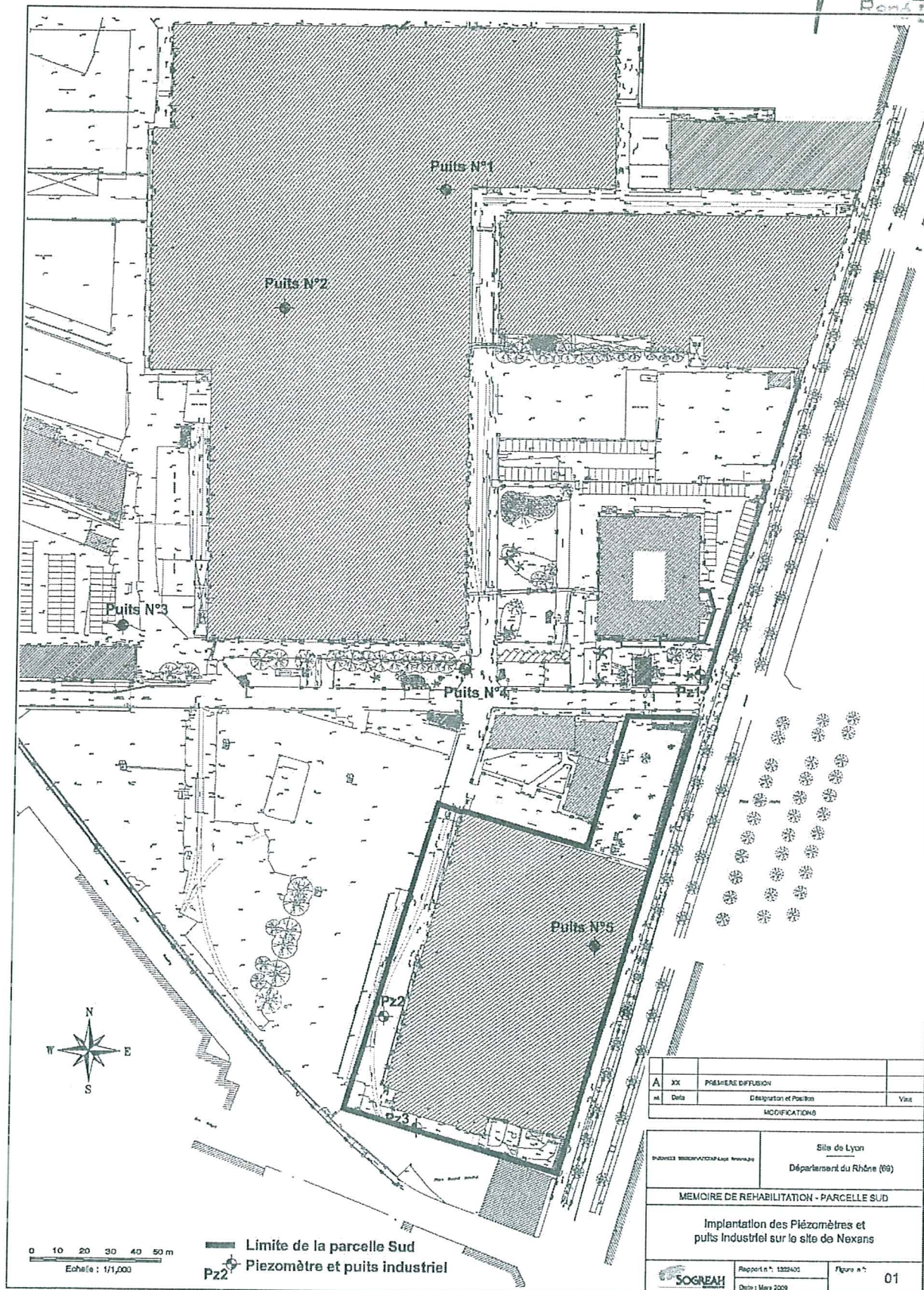
Pour copie conforme  
La Secrétaire Administrative déléguée  
**Ghislaine BENSEMHOUN**

Lyon, le 23 NOV. 2009  
Le Préfet,  
C  
Pour le Préfet  
Secrétaire Général  
**René BIDALET**



Annexe 1 : Localisation des piézomètres de suivi

Dessiné par : C. G. Contrôlé par : J. F.  
Référence Informatique : PUE/UTCN-SSP/1322400/M André - Raïssi/Dossier compléments/Figure 02.dwg



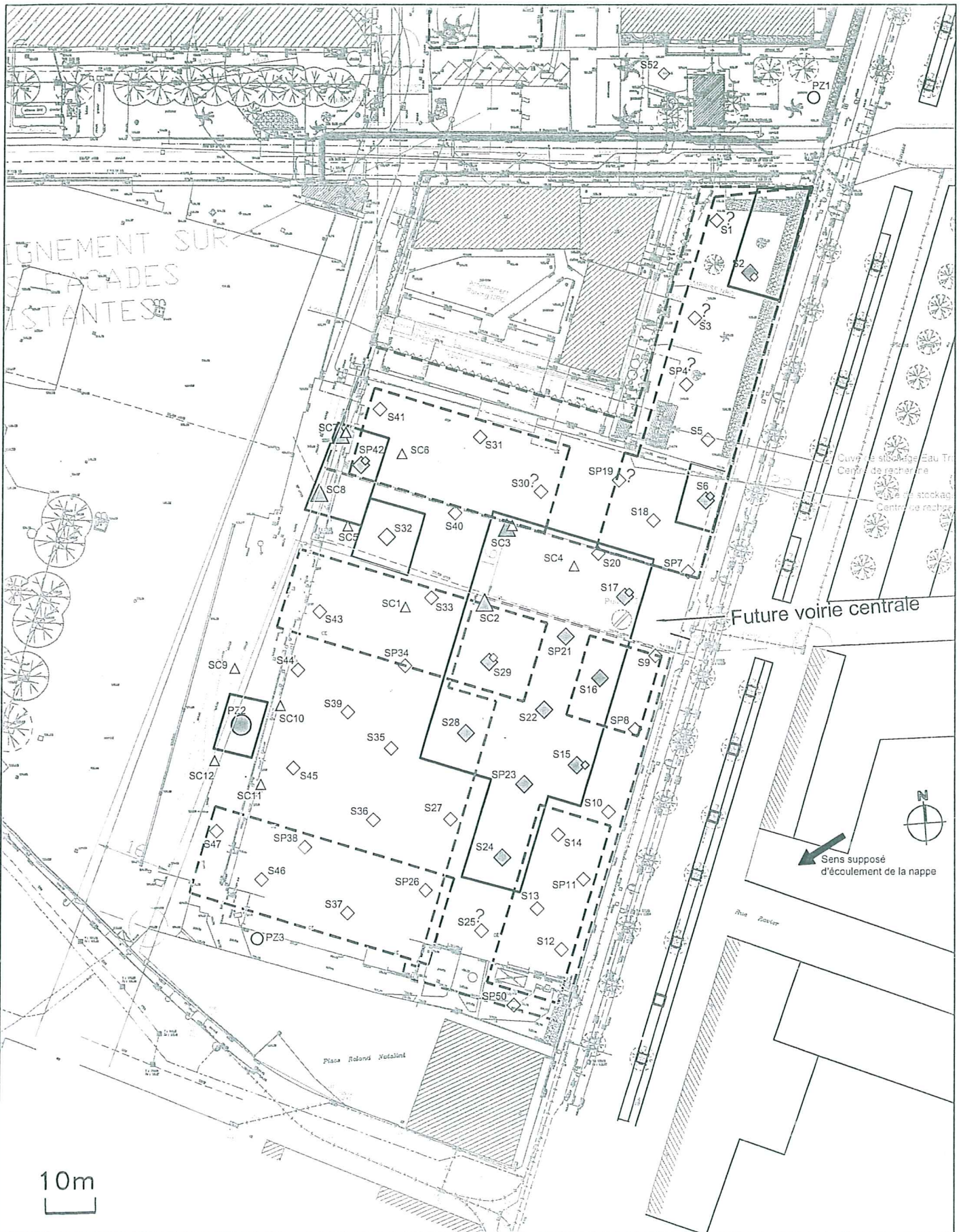
A. XX				PREMIERE DIFFUSION		
en	Date	Désignation et Position			Vale	
MODIFICATIONS						
INDUSTRIE REHABILITATION/Plage technique		Site de Lyon Département du Rhône (69)				
MEMOIRE DE REHABILITATION - PARCELLE SUD						
Implantation des Piézomètres et puits industriel sur le site de Nexans						
 <b>SOGREAH</b> SOCIÉTÉ GÉNÉRAL D'ÉTUDES ET D'ÉQUIPEMENT		Rapport n° : 1322400 Date : Mars 2009		Figure n° : 01		

Annexe 2 : localisation des zones d'excavation

Pour copie conforme  
Le Secrétaire Administratif délégué  
Christiane EMMERICH

LE PRÉFET  
Pour le Préfet  
Le Secrétaire Général  
René BIDAL





<p>--- Limite parking souterrain</p> <p>--- Limites des batiments</p> <p>□ Inertes</p> <p>■ Hydrocarbures totaux</p> <p>■ HAP</p> <p>■ PCB</p> <p>□ Fraction soluble</p> <p>■ Métaux (lbviate)</p>	<p><b>LEGENDE - Tranche de sol 0-2m</b></p> <p>□ Sol non inerte - Limite de maille</p> <p>? Maille à caractériser lors des travaux</p> <p>◇ Sondage janvier 2008</p> <p>△ Sondage complémentaire mars 2008</p> <p>○ Piézomètre</p>
--	--

<p><b>NEXANS</b></p>		
<p>Plan de Gestion - Réaménagement parcelle sud</p>		
<p>Localisation des investigations</p>		
<p> SOGREAH</p>	N° affaire: 135 2233	Figure n°:
	Date : Juin 2008	1





LEGENDE - Tranche de sol 2-4m	
---- Limite parking souterrain	□ Sol non inerte - Limite de maille
---- Limites des batiments	? Maille à caractériser lors des travaux
□ Inertes	◇ Sondage janvier 2008
■ Hydrocarbures totaux	△ Sondage complémentaire mars 2008
■ HAP	○ Piézomètre
■ PCB	
■ Fraction soluble	
■ Métaux (lixiviés)	

NEXANS	
Plan de Gestion - Réaménagement parcelle sud	
Localisation des investigations	
	N° affaire: 135 2233
	Figure n°: 2
Date : Juin 2008	





